

Zeitschrift: Annuaire de l'instruction publique en Suisse
Band: 14 (1923)

Artikel: Economies dangereuses
Autor: Perrin, Marius
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-111018>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Economies dangereuses.

Economie, voilà un mot qui retentit souvent à nos oreilles, que nos yeux voient sans cesse dans nos quotidiens; il suffit, semble-t-il, de le prononcer pour avoir fait œuvre utile.

Certainement, l'économie est une qualité nécessaire et bonne, mais que d'erreurs n'a-t-on pas commises en son nom et combien souvent le placement de quelques milliers de francs eût été fructueux et eût facilité l'avenir ! Dans beaucoup de nos communautés, on a regretté et on regrette encore aujourd'hui de n'avoir pas su faire un sacrifice en temps voulu : achats de terrains devenus nécessaires, voies de communications plus coûteuses à l'heure actuelle, mesures d'hygiène, égouts, eau potable, etc.

Ne serait-il pas bon maintenant de prendre garde et de ne pas économiser aux dépens de l'avenir ? Il est en tout cas un domaine, le plus important, le plus vital dans une démocratie, qui mérite une attention toute spéciale, c'est celui de l'instruction et de l'éducation des enfants du peuple, citoyens de demain.

Pendant les cinquante dernières années, que de progrès réjouissants accomplis en notre Suisse romande dans cette branche d'activité ! Malgré les échos pessimistes entendus quelquefois, malgré les dires des partisans du « bon vieux temps », on est forcé de constater, ne serait-ce que par l'augmentation des budgets, si discutés aujourd'hui, combien nos législateurs ont eu le souci de faire un peuple développé à tous égards et conscient de ses responsabilités. Il n'y a qu'à citer : bâtiments scolaires salubres, préparation sérieuse des maîtres, manuels illustrés et intéressants, etc., etc. Notre pays peut être fier du chemin parcouru et il serait grandement regrettable de s'arrêter en si bonne voie pour faire des économies, assurément plus néfastes que celles réalisées autrefois dans le domaine matériel.

Ce mouvement rétrograde serait d'autant plus grave, surtout pour l'école primaire, qu'on lui demande un effort toujours plus intense. On répète sans cesse : Faites-nous des individualités ! Donnez-nous des hommes de volonté ! C'est à quoi s'efforce l'école d'aujourd'hui ; ce sont les progrès désirés par tous les éducateurs. Pour y arriver, disent-ils, il faut « l'école active », l'initiative laissée aux élèves ; le maître est le guide qui doit développer, par des moyens sans cesse renouvelés, l'individualité chez l'enfant et en faire un être conscient qui deviendra une volonté. Comment voulez-vous arriver à ce résultat en faisant des économies ? Pour créer des individualités, il faut surtout deux conditions : un nombre restreint d'élèves et un personnel enseignant très bien préparé.

Voyons la première de ces conditions. Les expériences psychologiques qui, quoi qu'on en dise, ont fait réaliser de nombreux progrès, nous apprennent que les enfants sont très divers, aussi différents intellectuellement que physiquement et que, pour arriver avec eux à des résultats, le travail doit être gradué d'après chacune de leurs individualités. Pouvons-nous donc demander au maître d'une classe de 40 à 50 élèves d'agir efficacement sur chacun des êtres qui lui sont confiés et de les faire marcher progressivement vers le but capital, c'est-à-dire la préparation à la vie ! Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour se rendre compte de cette impossibilité.

Dans l'enseignement secondaire, on admet que 20 élèves sont un maximum et pourtant ils sont combien plus homogènes et presque toujours du même âge. Admettons, pour être juste, qu'on leur demande un effort intellectuel plus grand, cependant comparez ces classes avec une classe primaire où sont réunis tous les éléments de la société, depuis les plus mal doués aux privilégiés, et où se trouvent presque toujours plusieurs années différentes quand ce n'est pas de sept à quinze ou seize ans. Soyons donc conséquents et disons-nous que, si nous voulons que nos maîtres obtiennent des résultats tangibles, la première condition est de leur donner des classes peu nombreuses.

Il y a plus encore. Depuis quelques années, on a constaté que les progrès de l'instruction sont en raison inverse du nombre des élèves et qu'à mesure que la quantité diminue la qualité augmente sensiblement. Chacun sait aussi que, lorsque la dépense par élève augmente, les progrès deviennent plus grands.

Pour en être certain, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur les résultats de nos divers cantons suisses. Ceux qui ont toujours tenu la tête du mouvement ce sont ceux qui dépensent le plus : Bâle, Genève, Zurich, etc.

Une autre raison, plus grave qu'elle ne paraît à première vue, est celle qui fait de l'école primaire de l'Etat une classe de pauvres où les enfants des gens bien, de la bonne société auraient honte d'aller. Il n'est pas si loin de nous le temps où, surtout dans nos localités urbaines, le fils ou la fille d'un bon bourgeois ne voulait pas s'asseoir sur le même banc que les enfants de la femme de ménage de leur mère ou de l'ouvrier de leur père. Il est vrai que ce banc était dépourvu de confort, souvent sans dossier et dans un local dont on rougirait à l'heure actuelle... et pourtant,... en cherchant bien, on en trouverait peut-être encore. Non pas que nous croyions possible qu'on en revienne, même avec des économies exagérées, à ce temps, bien passé espérons-le. Il y a cependant encore en trop grand nombre des classes dites libres, qui sont un danger parce qu'elles forment des êtres à part dans la société, des privilégiés qui voient les autres d'en haut tandis que ces derniers les regardent d'en bas. Gardons-nous, en ne faisant pas les sacrifices nécessaires pour l'école populaire, d'élargir le fossé déjà grand entre ceux qui font des études secondaires et le grand nombre, les premiers ayant de la peine à comprendre les seconds et ceux-ci les comprenant moins encore. Cette sélection est nécessaire, mais comme il serait préférable qu'avant qu'elle se fasse, tous les enfants sans exception eussent vécu, lutté et joué sur les mêmes bancs ! Pour cela, faisons de notre école de premier degré un lieu où tous soient fiers d'aller.

Toutes ces raisons sont un garde à vous sérieux. Elles nous disent, qu'avant d'envisager une diminution des budgets scolaires, il vaudrait mieux chercher ailleurs, car les économies réalisées pourraient bien causer de cuisants regrets dans l'avenir.

* * *

Or, que voyons-nous dans notre Suisse romande depuis quelque temps et que prévoit-on pour l'avenir ? Une diminution sensible des classes, diminution réalisée, ou en projet et, par conséquent, une augmentation du nombre des élèves dans chaque

classe. On objectera que la population scolaire a diminué, c'est vrai, et on ne peut que le regretter vivement, mais a-t-elle diminué dans la proportion du nombre des classes ? Nous ne le pensons pas et, au sujet des économies réalisées, voici approximativement, car il est difficile d'établir des chiffres précis, ce que nous trouvons dans nos quatre cantons romands.

Pour le Jura bernois, on prévoit qu'une quinzaine de classes peuvent être supprimées (85 pour tout le canton de Berne) mais seulement dans les grands centres, Bienne et Saint-Imier, où la gent écolière est en assez forte diminution. L'économie pour tout le canton a été en 1922 de 29 000 fr. seulement. Espérons qu'on en restera là. Le coût moyen par élève est d'environ 170 fr. annuellement. Les suppressions n'ont été faites que par suite de décès ou de démissions.

Pour le canton de Neuchâtel, la diminution des élèves est particulièrement sensible ; pendant les quatre dernières années, elle a été de 1866 sur 18 410. On comprend, dans ces conditions, tout en le regrettant, la suppression de 40 classes sur 544. La moyenne des élèves par classe est de 30 et le coût de 254 fr. par élève. On fait dans ce canton une économie d'environ 180 000 fr.

A Genève, la situation financière étant particulièrement difficile, on discute et on cherche les moyens de l'améliorer. Il faut reconnaître que, dans ce canton, on a toujours marché au premier rang, que les classes ont en moyenne 25 à 30 élèves et que le coût d'un élève est de 330 fr. environ. Jusqu'à présent on a supprimé 39 classes. Comme à Neuchâtel et à Berne, les frais des locaux, du chauffage, du mobilier, etc., ne sont pas compris dans ce chiffre. On a déjà réalisé une économie d'environ 30 000 fr.

Pour le canton de Vaud, les conditions sont différentes et, semble-t-il, à considérer sérieusement. On a déjà supprimé 95 classes sur 1255 et 5 vont l'être, ce qui fait un total de 100. Or, la diminution des élèves a été pendant les quatre dernières années de 935 seulement. Ces chiffres donnent à penser et on comprend le cri d'alarme contenu dans le dernier rapport du Département de l'Instruction publique qui « voudrait faire entendre un appel à la prudence avant que le mal soit irréparable ». Il semble qu'il y en a déjà beaucoup de fait.

On objectera aussi que la question financière est des plus graves, que la situation des Etats est si précaire qu'il faut sauver

le corps en sacrifiant quelqu'une de ses parties, qu'il est sensé de marcher dans la voie douloureuse des diminutions et des suppressions plutôt que de devenir les esclaves des maisons de banque ! Certainement cet état de choses est grave, mais a-t-on vraiment cherché les amputations et les restrictions dans tous les domaines avant de saper l'édifice où s'élabore l'avenir de la nation ? Admettons aussi que, vu la diminution des élèves, quelques suppressions de classes sont légitimes, mais n'a-t-on pas été et ne risque-t-on pas d'aller beaucoup trop loin ? Il est si facile de faire le raisonnement *financier* suivant : supprimons une classe en mettant, disons en entassant, ses élèves dans 1 ou 2 autres classes ; on avait 30 à 35 élèves par classe, on en aura 45 à 50 et l'affaire est faite, l'économie de 4000 à 5000 fr. réalisée. Devant une telle méconnaissance des devoirs de l'école, il vaut la peine de s'arrêter et d'envisager le problème sous une autre face.

Tout d'abord, plus d'école active, plus de sorties devenues trop difficiles, un enseignement redevenu livresque, plaie de l'éducation, une fatigue plus grande chez les maîtres, quelquefois le découragement. Puis, résultat plus malheureux, et certain celui-là, une partie des élèves, 4 ou 5 par classe au moins, seront, comme au temps passé, absolument délaissés. Ce sont déjà des déshérités de la famille, ils sont pauvres, peu intelligents : esprits lourds qu'il faudrait pouvoir suivre de près, et, comme c'est impossible avec une classe trop nombreuse, ils deviendront des déshérités de la société qu'ils apprendront à haïr quand, plus tard, ils se rendront compte qu'elle n'a pas fait son devoir à leur égard. Ils diront à dix-neuf ans comme l'un d'entre eux à l'examen de recrues : « Votre société, qui me réclame comme soldat, qu'a-t-elle fait pour moi, pauvre enfant, délaissé et méprisé en classe et au dehors ! Elle aurait dû me protéger, m'aider à devenir un homme, elle n'a rien fait, je la hais et je suis anarchiste. »

Si l'on veut que l'école puisse être l'éducatrice des enfants qui n'ont pas de foyer, pas de bonheur, qu'elle puisse être le rayon de soleil qui illumine l'âme des pauvres petits, plus malheureux souvent qu'on aime à le croire, il faut que les classes soient peu nombreuses, que les maîtres soient encouragés, qu'ils sentent que la société consent à de réels sacrifices en faveur de leurs élèves et d'eux-mêmes.

La tâche des éducateurs devient chaque année plus grande.

La famille est de plus en plus empêchée, par le terrible problème du pain, d'être l'éducatrice de ses enfants. Le maître doit y suppléer et donner non seulement l'instruction et l'éducation au sens propre du mot, mais s'occuper de soins divers, de la santé physique et morale ; il doit signaler les tares, surveiller les organes. L'assurance infantile n'est-elle pas de son ressort et que faire sans le maître ? L'avenir de l'élève lui incombe souvent : guider vers une profession, trouver une place, conseiller et surveiller l'épargne, etc., etc.

Voilà sûrement un magnifique champ de travail, une vocation, mais faut-il encore se sentir aidé, encouragé et non pas considéré comme une pieuvre du budget sacro-saint. Il faut se sentir porté, non seulement par le sentiment du devoir accompli, mais aussi par l'ensemble de la collectivité qui ne doit pas regarder à un sacrifice pécuniaire en face d'une tâche si belle et si importante.

Citoyens d'une démocratie qui sera d'autant plus sûre de son avenir que tous ses enfants sans exception seront éduqués pour devenir des hommes sains de corps et d'esprit, n'ayons pas peur de faire des sacrifices, même pénibles, pour l'éducation de nos cadets.

Prenons garde de ne pas nous laisser aller à notre égoïsme naturel, l'argent ne manque pas pour tant de choses superflues, fêtes de tous genres, courses, concours, etc., pourquoi n'y en aurait-il pas, et même beaucoup, pour la meilleure des œuvres : faire de nos jeunes un peuple heureux parce que bien préparé par nous à la lutte qui l'attend.

MARIUS PERRIN.

DEUXIÈME PARTIE

